

La D el gation de l'UA "a d ej  échoué", dit Bujumbura avant même sa venue

PANA, 31 janvier 2016 Ethiopie : Le Sommet de l'UA approuve une force de stabilisation pour le Burundi Addis-Abeba, Ethiopie - L'Union africaine (UA) a approuvé une Mission de stabilisation pour protéger les civils, les travailleurs humanitaires et désarmer les milices au Burundi, mais ce pays frappé par la crise a immédiatement rejeté une déclaration du Sommet de l'UA sur l'envoi d'une délégation de haut niveau pour négocié le consentement de Bujumbura. Le commissaire pour la Paix et la Sécurité de l'UA, Smail Chergui, a déclaré à Addis-Abeba ce dimanche que le Sommet de l'UA a accepté de déployer une Force de stabilisation au Burundi, sur la base d'une requête précédente du Burundi pour l'aider à désarmer les milices, en particulier celles opérant à partir des camps de réfugiés.

"Si la force est acceptée, nous voulons le dialogue. L'assemblée de l'UA a décidé d'envoyer une délégation de Haut niveau au Burundi", a déclaré M. Chergui à la presse alors que l'assemblée de l'UA clôturait sa 26 me Session ordinaire au si ge de l'UA   Addis-Abeba. Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui participait également à ce sommet, a déclaré que l'ONU avait déployé une mission politique spéciale au Burundi pour discuter avec les autorités et les négociations de paix. "J'ai pris note de la décision de l'UA de déployer 5.000 hommes. Elle n'a pas été acceptée au Burundi", a déclaré le patron de l'ONU aux journalistes. En insistant sur le fait que l'ONU était prête à soutenir toute décision prise par l'UA sur le Burundi, Ban Ki-moon a averti d'un risque d'escalade de la crise à moins que la région ne déploie rapidement des troupes. Une fois que le Burundi aura donné son consentement au déploiement de cette force, l'UA va se positionner pour désarmer les milices, protéger les civils et faciliter le travail des observateurs des droits de l'Homme. Même si la composition de la Délégation de Haut niveau n'est pas connue immédiatement, l'UA a déclaré que son objectif serait de dissiper les craintes d'autres violences au Burundi. Le Conseil de paix et sécurité de l'UA (CPS) a présenté ce dimanche un rapport à l'assemblée de l'UA, d'après le vice-président de la Commission de l'UA, Erastus Mwencha. "Nous n'avons pas dit que c'est une force d'occupation. Nous demandons au Burundi de créer les conditions pour la paix. Nous n'allons pas faire usage de la force. Nous n'insisterons pas s'il s'avère que la situation ne nécessite pas l'envoi de troupes", a expliqué M. Mwencha. D'autre part, le ministre burundais des Affaires  trang res, Alain Aimé Nyamitwe, a déclaré à la PANA que ce pays d'Afrique centrale a été injustement traité le 17 décembre 2015 quand la décision a été prise pour déployer des troupes de l'UA pour mettre fin aux massacres de civils. "Nous sommes un Etat membre indépendant et il ne peut y avoir de déploiement de troupes sans notre consentement", a déclaré M. Nyamitwe, qui dirigeait la délégation de son pays au Sommet de l'UA. Un ex-ambassadeur auprès de l'UA, M. Nyamitwe; a déclaré que la décision d'envoyer la Délégation de Haut niveau de l'UA au Burundi était la bienvenue. Cependant, il a ajouté que si la décision était d'envoyer la délégation au Burundi pour discuter du déploiement de troupes, "alors la délégation d'aj  échoué". Alors que le Sommet de l'UA a approuvé le déploiement de troupes, il a maintenu que l'étape finale de l'envoi de la force dépendrait de la permission du président Pierre Nkurunziza. Une partie de la Constitution de l'UA n'autorise pas le déploiement de troupes dans un Etat membre sans son approbation car ceci constituerait une violation de ses droits souverains. Mais le président de l'UA, nouvellement élu, le président du Tchad Idriss Deby Itno, a confirmé que sous sa direction, l'UA ne laisserait pas des milliers de personnes mourir. "Je ne vais rien inventer. Je vais agir au cours des 12 prochains mois. Je vais travailler dans l'intérêt de l'Union africaine", a déclaré M. Deby à la presse.